



Pour boucher le trou de la Sécu, Marisol Touraine enterre le modèle social français

Les contre-vérités de Marisol Touraine sur les comptes de la Sécu.

Les propos de la Ministre de la santé et des affaires sociales concernant la disparition du «trou de la Sécurité sociale» et les comptes annoncés sont indignes au vu de la situation. La soi-disante bonne santé financière retrouvée s'est traduite par une détérioration du système de soins sans précédent. Le vrai bilan du quinquennat pour un gouvernement, dit socialiste, se présente par :

- la réduction de l'offre de soins sur le territoire,
- la réduction des effectifs,
- la réduction du taux de remboursement des dépenses de santé
- La détérioration des conditions de travail des personnels, forcés de faire face à une charge de travail croissante.

Le déséquilibre des comptes provient principalement des exonérations accordées aux entreprises qui constituent autant de recettes en moins pour la Sécurité sociale. Durant cinq ans, l'équilibre des comptes s'est fait sur le dos des usagers, des patient.e.s et des salarié.e.s.

Depuis longtemps, la CGT de la Santé et de l'Action Sociale réclame la suppression de la taxe sur les salaires dans les hôpitaux (comme en bénéficient les entreprises privées = 13,6 % du montant des salaires), l'exonération de la TVA sur les investissements (comme en bénéficient les entreprises privées) et la possibilité de pouvoir emprunter à taux Zéro à la Caisse des dépôts et consignations.

Ces mesures permettraient de compenser des embauches nécessaires pour redonner à l'ensemble de la population un accès aux soins sur tout le territoire, une offre de soins à la hauteur des besoins.

En même temps, il semblerait que le gouvernement veuille « capter » les fonds de l'ANFH, du FEH et de la CNSA (autour de 480 millions d'euros) pour les réinjecter dans le financement des hôpitaux. Prétendre financer des investissements nouveaux et « l'augmentation des salaires » (+1.2% en 6 mois = 5€ par mois pour un-e ASH...) relève de la malhonnêteté intellectuelle.

La remise en cause du droit à la formation continue, mais aussi l'amputation du salaire différé des hospitaliers, pour ne donner que quelques miettes salariales, l'augmentation de salaire (du point d'indice) des fonctionnaires hospitaliers ne sont en fait qu'un gros mensonge, pour encore diviser le public et le privé. Une fois toutes ces sommes déduites, l'ONDAM annoncé s'avère nettement moindre qu'annoncé par la ministre.

Ce n'est pas en affirmant que « tout va mieux » que c'est le cas.

Les méthodes de management qui découlent des réformes voulues par la ministre font leurs ravages et aboutissent à une vague sans précédent de suicides chez les personnels hospitaliers.

La CGT Santé et Action Sociale dénonce un glissement sur un système social « low cost », dont les équilibres ne sont assurés que par des coups de rabot sur les agent-e-s et salarié.e.s et les plus vulnérables de nos concitoyen-ne-s, qui ne soignent plus ou mal. Notre pays possède les moyens de financer un grand service public de santé et d'action sociale, à condition de remettre en cause la politique d'exonérations sociales (200 milliards par an pour un « trou de la sécu » de 6,9 milliards l'année dernière) aux entreprises.

Il s'agit de volonté politique, nous sommes loin du compte.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Case 538
263, rue de Paris
93515 Montreuil Cedex

N° 72

Tél. : 01 55 82 87 49
Fax : 01 55 82 87 74

E-mail :
com@sante.cgt.fr

Montreuil, le 28 septembre 2016